

# À propos de l'assistance publique et des chirurgiens pendant la Commune 28 mars - 28 mai 1871

## On assistance publique and surgeons during the Paris "Commune" rebellion. 28 March - 28 May 1871

Marcel Guivarc'h

*Professeur émérite des Universités, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris, membre de l'Académie de chirurgie.*

### Mots clés

- ◆ Commune de Paris
- ◆ organisation des secours
- ◆ chirurgiens
- ◆ hôpitaux et guerre civile

### Points clés

Organisation des hôpitaux de l'Assistance Publique pendant la Commune.  
La chirurgie pratiquée.  
L'alimentation et l'ambiance dans les hôpitaux.  
La semaine sanglante avec l'incendie de Notre Dame et du siège de l'Assistance Publique.

### Keywords

- ◆ Surgeons
- ◆ French « Commune »
- ◆ rebellion in Paris
- ◆ hospitals and civil war

Le retour à la normale.

### Mots clés

### Keypoints

Hospital Organization of Assistance Publique during the Paris "Commune" rebellion.  
Surgical practice.  
Hospital food supply and atmosphere.  
The bloody week, and arson of Notre-Dame and Assistance Publique head quarters.  
Back to normal life.

En mars 1871, l'Assistance publique, dont le siège est au 3 avenue Victoria, gère 12 hospices et 16 hôpitaux de 400 à 800 lits chacun, en tout 8 800 dont environ 2 200 de chirurgie et d'accouchements. Les plus importants sont l'Hôtel-Dieu, la Charité et Saint-Louis. Sauf pour Lariboisière et Sainte-Eugénie, les bâtiments sont vieux, mal entretenus, sans égouts ni eau courante, les salles communes, trop grandes, sont mal chauffées, surpeuplées. La mauvaise réputation de l'hôpital est moins liée à l'inconfort qu'à l'infection hospitalière post-opératoire et puerpérale par méconnaissance de l'antisepsie et de la contagion. La mortalité post-opératoire reste effroyable, par tétanos, érysipèle, gangrène infectieuse, pourriture d'hôpital. Pendant le Siège de Paris (19 septembre-28 janvier), tous les hôpitaux ont eu un secteur militaire, soit dans des salles séparées, soit dans des baraques et tentes érigées dans les cours ou les jardins. Et de janvier à juin 1871, l'AP a installé un hôpital provisoire de 600 lits aux Magasins Réunis (sur l'actuelle place de la République).

## Prologue : 28 janvier - 28 mars. Un répit menaçant

L'armistice du 28 janvier est ratifiée le 1<sup>er</sup> mars à Bordeaux, (en zone non occupée) par la nouvelle Assemblée Nationale élue le 8 février, à forte majorité conservatrice et rurale. Les républicains des villes, de Paris surtout, lui sont hostiles. Thiers, chef du pouvoir exécutif, a négocié avec Bismarck les conditions de l'armistice : cinq milliards d'indemnité, annexion de l'Alsace-Lorraine. La fédération en un Comité central des bataillons de la garde nationale le 15 février, l'agitation croissante dans les rues, des mesures sociales maladroitement ou provocatrices, le transfert de l'Assemblée le 10 mars à Versailles, jalonent une discorde croissante entre Paris et le gouvernement, Paris et l'Assemblée, Paris et la province. Le 18 mars, l'émeute à Montmartre pour la reprise des canons et l'exécution des généraux Lecomte et Thomas tourne à l'insurrection. Le divorce est complet avec l'Assemblée légale et avec le gouvernement. Thiers a donné l'ordre de rejoindre

### Correspondance :

Marcel Guivarc'h  
374 rue de Vaugirard 75015 Paris.

Versailles aux militaires, gendarmes sergents de ville restés dans Paris et aux fonctionnaires, dont l'Agent Général de l'Assistance publique, Michel Möring, dont un décret du 18 février, avait renforcé le pouvoir aux dépens de son Conseil des hôpitaux, et rendu la gestion des Bureaux de Bienfaisance. Élué mais illégale, la Commune de Paris est proclamée le 28 mars.

## Les hôpitaux dans Paris pendant la Commune

L'Assistance publique gère donc, en 1871, 16 hôpitaux et 12 hospices (fig. 1). De janvier à juin 1871, l'AP a installé un hôpital provisoire de 600 lits aux Magasins Réunis (sur l'actuelle place de la République). En mars, les annexes militaires établies lors du siège ont été fermées après le transfert des blessés militaires dans leurs hôpitaux et l'AP a repris la gestion des 50 Bureaux de Bienfaisance.

Les trois hôpitaux militaires sont : le Val-de-Grâce et ses nombreuses annexes (au Muséum, au Luxembourg), Saint-Martin et le Gros-Cailou (Saint-Mandé est occupé par les Prussiens). Ils ont gardé une partie de leurs propres médecins et infirmiers.

Les Ambulances privées sont très nombreuses dans Paris, les deux plus importantes sont celles de La Presse et de la Société de Secours aux Blessés ou Croix-Rouge. Il est nécessaire de les inclure dans ce récit, puisqu'elles fonctionnent avec la participation des médecins et chirurgiens des hôpitaux, dont l'activité normale se partage entre l'AP et la clientèle de ville. Elles ont des difficultés financières liées aux craintes de leurs mécènes, aux suppressions des journaux bourgeois, à l'hostilité déclarée de la Commune aux riches et au clergé. La Croix-Rouge a quitté en mars le Grand-Hôtel, pour une Ambulance du Cours la Reine plus petite et moins coûteuse ; l'Ambulance de la Presse a déjà concentré ses activités au bout de la rue de Longchamp.

À la Faculté, 12 rue de l'École de médecine, le Doyen Charles Würtz choisit la légalité et l'ordre. Chimiste réputé, un des pères de la chimie organique, d'origine alsacienne, farouchement anti-allemand, il incite dès le 19 mai les étudiants à s'engager dans les bataillons bourgeois de la garde nationale et, après leur dissolution par la Commune, à cacher leurs armes et à quitter Paris. Le 30 mars, il se rend à Versailles et y reste après avoir fermé la Faculté, mis en congé les profes-

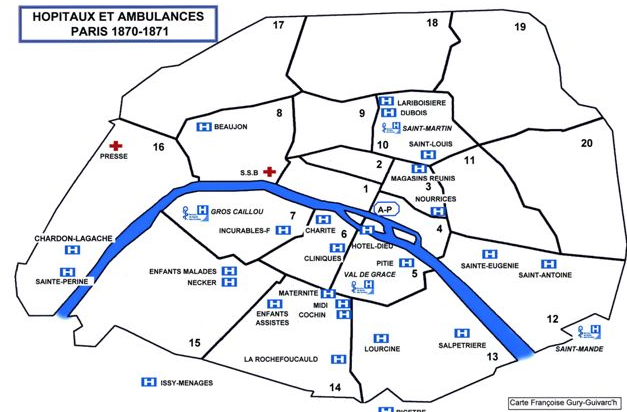


Figure 1. Répartition, en 1871, des hôpitaux militaires, de l'Assistance Publique et des Ambulances de la Société de Secours, et de la Presse.

seurs qui continuent d'assurer leur service hospitalier, part très faible de l'ensemble des services de l'AP. Il est destitué par la Commune et remplacé par un autre chimiste, Alfred Naquet, absent de Paris et qui se garde d'y rentrer.

Le 20 mars, 3 avenue Victoria, Paul Broca, (fig. 2), vice-président du Conseil d'administration des hospices, annonce le départ de Möring à Versailles. Il demande au personnel médical et administratif de rester en place. Il s'implique dans le départ de la caisse de l'AP pour Versailles. Sur ordre de Ferry, le trésorier-payeur Guillon, assis près du cocher sur le banc d'une charrette attelée, cachant 75 millions de francs-or sous des sacs de légumes et des pains, franchit le 29 la porte d'Issy et, par l'hospice des Ménages, rejoint Möring à Versailles.

Une double direction de l'Assistance Publique se met alors en place : l'une à Versailles, rue de l'Orangerie, d'où Möring (fig. 3) avec une équipe de 20 administratifs donne aux directeurs d'hôpitaux restés sur place les ordres et les fonds, contrôle leur action, les protège ou organise leur fuite quand ils sont menacés (7 sur 16). L'autre direction est à Paris, 3 avenue Victoria, où la Commune a nommé Camille Treillard. Cet ex-avoué de Lyon, ex-proscrit de 1848, se montrera tolérant envers ces directeurs laissés autonomes, ne contrôlera rien et ne paiera personne. Anticlérical non violent, il s'occupera des



Figure 2. Professeur Paul Broca (1824-1880). Vice-président du Conseil général des hôpitaux et hospices. Républicain ferme mais modéré, assure pendant toute la Commune son service normal à la Pitié.



Figure 3. Michel Möring (1824-1880). Agent général de l'Assistance Publique depuis octobre 1870, installe le siège de l'Administration à Versailles le 20 mars 1871.

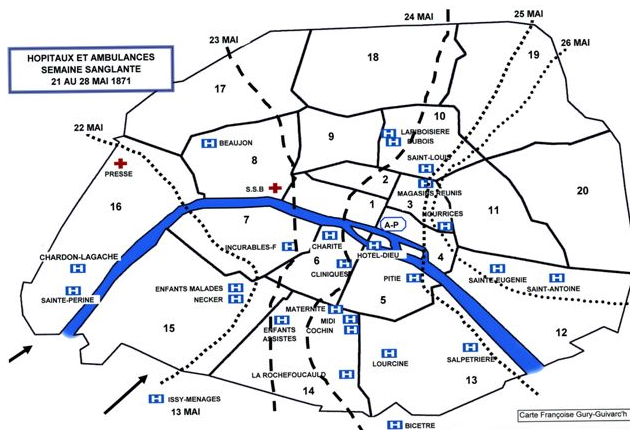


Figure 4. Carte des hôpitaux et des Ambulances durant la Semaine Sanglante.

50 bureaux de Bienfaisance, de la Boulangerie Centrale et de la déchristianisation des noms de salles. L'administration avenue Victoria, pléthorique, compte 68 citoyens incompetents, sauf ce Laborde qui remplace le secrétaire général d'Inglemarre et deux personnages de l'ancienne équipe : Ismard, inspecteur général, et Lafrabègue, directeur des approvisionnements. Plus tard, on reprochera à Treillard la nomination de son fils François au poste bien rémunéré d'inspecteur général et le 28 avril celle de son ami Paget-Lucipin, pour remplacer le directeur de l'Hôtel-Dieu, contraint à fuir Paris. Cette nomination d'un officier de santé, incompetent et fantaisiste mais peu nocif, provoquera un conflit avec les médecins du Bureau central installé à l'Hôtel-Dieu, un conflit réglé... de Versailles, par Möring !

## 28 mars-21 mai : de la Commune au drame

Dès le 29 mars, la Commune crée pour Paris une seule armée, la garde nationale, pour laquelle l'incorporation devient obligatoire pour tous les hommes de 19 à 40 ans : 160 000 hommes, mais guère plus de 30 000 aptes au combat. Le 1<sup>er</sup> avril,

est décrétée la laïcisation des hôpitaux, du personnel et des écoles. Les 2 et 3 avril, la grande sortie en trois colonnes sur Versailles, par Chatillon, Meudon et Neuilly est un coûteux échec : deux chefs, Duval et Flourens et de nombreux fédérés sont pris et exécutés. Cette attitude des Versaillais conduit la Commune à prendre, le 6, des otages parmi le clergé, les juges, les gendarmes et sergents de ville restés dans Paris. Le même jour, à Versailles, Mac Mahon devient général en chef d'une armée de 130 000 hommes, triés et aguerris, dont le chirurgien-chef est Dominique Larrey. L'insuffisance du service médical de la garde nationale constatée lors des combats, fait décider une grande réorganisation, et la création le 15 d'une *Direction générale des Ambulances civiles et militaires*, confiée au Dr Courtillier, place Vendôme. Au siège de l'AP, à côté de l'administration Treillard, (une pléthore de citoyens, d'inspecteurs, mais aussi l'efficace directeur des approvisionnements Lafrabègue et l'inspecteur général Ismard restés en place sur ordre de Möring), s'installe du 5 avril au 18 mai, une *Inspection générale des Ambulances civiles et militaires* dirigée par les Drs Rastoul puis Bernard. Une *délégation de la Commune aux Ambulances*, dirigée par Anna Jacquard, ajoute à la confusion.

## Les hôpitaux

Parmi les directeurs, restés sur ordre dans leurs hôpitaux, seul celui de l'Hôtel-Dieu (avec deux commis) entre en conflit aigu avec Treillard qui le remplace par son ami, le fantasque officier de santé Paget-Lucipin, ce qui entraîne un conflit avec les médecins du Bureau Central. Sept sur 16 directeurs menacés par la Commune ou par divers inspecteurs, mandatés ou non, sont séquestrés ou remplacés. Trois devront fuir Paris.

La très inhabituelle délégation donne une autonomie aux directeurs et à leur petite équipe de 5 à 6 personnes. Mais leur travail est difficile. Nous reviendrons sur l'ambiance pénible dans les salles, née de l'indiscipline bruyante des gardes nationaux blessés ; des visiteurs et des familles ; de l'hostilité à l'habit et à l'autorité des religieuses, qui doivent se mettre en civil, à l'abri, ou partir ; des dénonciations, des inspections auto-mandatées. Sur les funérailles théâtrales des tués au combat notamment à Beaujon (ancien Beaujon situé faubourg du Roule), à la Charité, aux Magasins Réunis. Et sur

Figure 5. Le vieux Hôtel-Dieu bâti à cheval sur le petit bras de la Seine. Les salles de chirurgie et l'entrée sont sur le côté sud du Parvis Notre-Dame. Le nouvel Hôtel-Dieu inauguré en 1878, est en cours de construction sur le côté nord du Parvis.

*La reproduction des cartes des figures 1 et 4, établies par Françoise Gury-Guivarc'h, est interdite sans autorisation de l'auteur.*



l'inconfort et les risques liés à l'accumulation des cadavres à proximité des salles.

Le personnel médical se tient, malgré une tendance libérale sinon républicaine, à l'écart de la Commune, et donne aux blessés des deux camps des soins égaux et dévoués, conformes à l'éthique. Il est hostile à l'agitation et l'indiscipline. Le plan de réorganisation du Dr Courty, chirurgien-chef de la garde nationale du 15 avril au 5 mai prévoit 20 légions, 1 par arrondissement. Les 160 internes et 400 externes des hôpitaux en exercice en sont dispensés, retenus par l'AP, avec raison : ainsi l'Hôtel-Dieu pour 828 lits dont 259 en chirurgie, comptent 8 internes en chirurgie, et 6 en médecine. La pénurie de chirurgiens pour la garde nationale conduira la Commune à nommer médecins-majors ou aides-majors des médecins sans compétence pour les soins aux blessés, voire des étudiants en médecine de deuxième ou troisième année, malgré les protestations des chirurgiens-chefs de légions, eux-mêmes dans l'ensemble compétents et motivés. Quant aux élèves des hôpitaux, ils ont assuré leur service avec courage, certains se risquant à secourir alentour des blessés, en sont morts. Leur opposition d'étudiants à la Commune, affirmée lors de la réunion du 24 mars au grand amphithéâtre de la Faculté, a été plus virulente encore le 24 avril, lors de l'irréaliste tentative de réforme des études médicales, voulue par le délégué ministre Edouard Vaillant après la fermeture de la Faculté et combattue avec courage par Pajot, Depaul et Broca.

### Quelle chirurgie ?

Ses conditions varient avec l'afflux brutal de nombreux blessés, arrivant à l'hôpital après un délai rapide ou retardé, dans le désordre et les cris, et un transport retardé et chaotique. Du moins à l'hôpital, les blessés sont examinés et opérés par des médecins compétents, sous anesthésie au chloroforme. L'abstention est la règle pour les plaies pénétrantes du thorax, de l'abdomen et du crâne. Pour les membres, la tête et le cou, l'attitude générale est conservatrice : incision limitée, parage (enlevant les projectiles, les débris vestimentaires, la terre, lavage à l'eau bouillie ou phéniquée), hémostase par ligatures artérielles, pansement. L'amputation est réservée aux grosses lésions vasculaires, nerveuses, osseuses. C'est pendant le répit de mars et la Commune qu'Alphonse Guérin à Saint-Louis réussit à guérir 19 amputés sur 34, par son pansement ouaté inspiré de la théorie des germes de Pasteur et de la méthode de Lister dont il est partisan, inapplicable dans le contexte du conflit. Ce succès inouï attire à Saint-Louis beaucoup de patrons parisiens. La notion d'isolement des infectés et des contagieux fait son chemin notamment près des chirurgiens attachés à l'Ambulance du Cours-la-Reine, tel Liégeois.

### Les ambulances privées

Nous avons dit leur rapport étroit avec l'AP, puisque les chirurgiens et médecins des hôpitaux y exercent une partie de leur activité.

L'Ambulance de la Presse, 600 lits, est située au bout de la rue de Longchamp, sous le rempart (entre nos portes de la Murette et Dauphine). L'hostilité de la Commune et de la garde nationale se manifeste dès la sortie du 3 avril, à l'égard de ses infirmiers les Frères de la doctrine chrétienne dont la Commune exige l'abandon de la tenue religieuse et la mise en première ligne, puis le remplacement par 105 infirmiers militaires, malgré les protestations des blessés fédérés. Le chirurgien en chef, Demarquay, est menacé, le secrétaire général Dardenne, arrêté comme espion, doit fuir. Le délégué de la Commune Napias-Piquet n'est pas très pesant. Trop exposée aux obus, l'Ambulance évacue ses 600 malades le 20 mai sur la maison-mère rue Oudinot.

L'Ambulance de la Croix-Rouge du Cours-la-Reine a installé 8 baraques et des tentes pour les infectés et les officiers dans le jardin d'été des concerts Musard. Outre Nélaton, on note

des chirurgiens chevronnés, patrons tels Liégeois, Guyon, Lannelongue, ou anciens internes, Gillette, Vidal, Bidard-Hubertière. Et beaucoup de sous-aides, soucieux d'échapper au service de la garde nationale. L'Ambulance n'échappe pas à l'hostilité aux bourgeois et au clergé, aux dénonciations : le directeur Chenu est arrêté un moment, le président de la Croix-Rouge, de Flavigny, et les dames charitables doivent fuir Paris, les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul sont évincées. Nommé le 14 avril, le Dr Rousselle délégué de la Commune, est destitué pour malversations le 5 mai.

### L'alimentation dans les hôpitaux

En un temps où le régime de base repose sur la soupe, le pain, les légumes et la viande, l'alimentation a été satisfaisante, tandis que dans Paris, on se plaint de la cherté des vivres plus que de leur rareté, loin de la disette du premier siège. Le directeur des approvisionnements Lafrabègue n'hésite pas à franchir les lignes au moins 5 fois avec un faux laissez-passer, à la tête de charrettes pleines de légumes et fruits pour ses administrés. Il est dénoncé et un moment inquiété. Au magasin central boulevard de l'Hôpital, on a stocké de suffisantes quantités de vivres secs et de riz. Le directeur Regnaud est remplacé. La viande est fournie par la boucherie centrale située plus haut au coin du boulevard et de la rue de Villejuif ; et aussi par l'abattoir de Vaugirard. Enfin le pain est fourni par la boulangerie centrale de la rue Scipion, dont le directeur Serveille est dénoncé et menacé. Quand les combats de la semaine sanglante couperont la route aux charrettes des hôpitaux, l'autonomie des directeurs permettra l'achat du pain aux boulangeries des quartiers.

### L'ambiance dans les hôpitaux

Elle a été souvent tendue et désagréable. Dans les salles, du fait de l'indiscipline des blessés fédérés, de l'irruption des familles et des amis, bruyants, d'une agressivité accrue par l'alcool, et de l'hostilité envers les religieuses et les aumôniers (Allard sera exécuté à la Roquette, De Bengy lynché rue Haxo), sommés de se mettre en uniforme ou de partir ; et même envers les chirurgiens comme Giraldès aux Enfants-Malades ou Bidard-Hubertière au Cours-la-Reine. Les inspecteurs, envoyés de l'avenue Victoria par Rastoul ou auto-mandatés, seront malmenés voire éjectés par les chefs de services, tels Desprès ou les fougueux bretons Alphonse Guérin à Saint-Louis, Maisonneuve à l'Hôtel-Dieu.

Les funérailles rouges sont conçues par la Commune comme un spectacle : funérailles civiles (mais une petite bénédiction est souvent exigée par la famille) dont la foule attend aux portes de l'hôpital la sortie du long convoi, personnalités en tête, en uniforme, rouges les écharpes, rouges les képis, rouges les poêles sur les cercueils, traversant Paris après la sortie de Courbevoie, entre Beaujon et le Père Lachaise, les 3 et 6 avril. En avril, on décide de créer à l'hôpital des Magasins Réunis un Théâtre des funérailles : chaque après-midi, les portes de la cour s'ouvrent, la foule se précipite pour la reconnaissance des morts, dans les cris et les pleurs. Le dernier convoi sera celui de Dombrowski, blessé au ventre rue Myrrah, mort à Lariboisière le 24 mai : avec une veillée à l'Hôtel-de-Ville, il traverse dans la nuit un Paris au ciel rouge des incendies.

Les cadavres non réclamés, pour éviter une dangereuse accumulation près des salles de malades, sont dirigés normalement sur l'Amphithéâtre des hôpitaux, dit de Clamart, rue du Fer-à-Moulin. Quand la route en sera coupée pendant la semaine sanglante, on devra creuser des fosses un peu partout, à La Charité, au square Saint-Jacques, au cimetière de Vaugirard, entasser les cadavres dans le chantier du nouvel Hôtel-Dieu.

## 21-28 mai : la semaine sanglante (fig. 4)

Entrés le dimanche 21 mai à 17 h par la porte du Point-du-Jour, les Versaillais enveloppent par l'intérieur des remparts le recul des Fédérés, s'ouvrent d'autres portes à l'ouest, au sud, au nord, les repoussent inexorablement, de barricade en barricade, vers le nord-est, vers le 11<sup>e</sup>, le 19<sup>e</sup>, le cimetière du Père Lachaise. La férocité sans merci des uns, la fureur croissante des autres, les obus, les incendies, les exécutions sommaires, entourent et pénètrent les hôpitaux, de Beaujon et Necker le 22, de Saint-Louis les 26 et 27. Certains, trop exposés aux obus, avaient été évacués ; les autres s'emplissent de blessés, non protégés par la Convention de Genève et, malgré la ferme opposition des médecins et des sœurs, recherchés dans les salles par les Versaillais. Ceux-ci utilisent les cours et jardins pour bivouaquer ; prendre à revers les barricades ; installer des canons, malgré les civils réfugiés là pour fuir l'incendie et les soldats. Un état-major s'installe à la Maison Dubois. Les obus, versaillais puis fédérés, tombent sur les salles, les lieux opératoires où s'activent les chirurgiens tel Verneuil opérant à Lariboisière sous les obus ; certains ne quittent pas l'hôpital pour éviter les aléas du trajet. Les directeurs se démènent, hébergent, nourrissent en recourant aux boulangers du voisinage quand la route de la boulangerie centrale leur est coupée, résistent aux fédérés puis aux Versaillais, descendent les malades et blessés dans les caves ou les sous-sols, ou les évacuent en urgence. Sous les tirs et les incendies, les exodes dramatiques se ressemblent, celui des malades des Magasins Réunis entre la place de la République et le Cirque d'Hiver ; celui des Enfants-Assistés vers un couvent de la rue Pernety ; celui des élèves et des professeurs du collège Sainte-Barbe vers la Pitié puis la Salpêtrière. Dans le personnel hospitalier, la seule agitation notable est celle des infirmiers de l'hôpital des vénériens (du Midi) ; et à la Maison Dubois, le directeur promu par la Commune va se battre sur une barricade avant de prendre la fuite. Dans chaque hôpital, on s'efforce de soustraire les Fédérés aux Versaillais qui les débusquent, les identifient, les arrachent de leur lit, les dirigent vers les pelotons d'exécution.

### Quatre évènements majeurs les 24, 25 et 26 mai

Ils ne peuvent, dans les limites fixées à notre exposé, qu'être évoqués.

#### L'ordre de la Commune d'incendier Notre-Dame

Il menace l'Hôtel-Dieu très voisin avec ses 900 malades dont 150 fédérés (fig. 5). Le Comité de salut public siégeant à l'Hôtel-de-Ville donne à 3 h le 24 l'ordre d'évacuer Notre-Dame, où un début d'incendie est détourné à 11 h par l'action des internes en pharmacie de l'hôpital. Dans la journée, sous la direction de Brouardel, on a déménagé les malades et les blessés dans les sous-sols et dans les salles le long du petit bras de la Seine, tandis que partout dans l'hôpital les chirurgiens Voillemier et Maisonneuve et leurs huit internes opèrent les blessés. A 23 h arrive le lamentable cortège des Filles du Bon Pasteur fuyant dans les incendies et les combats, leur couvent en flammes près de l'Observatoire, tandis que les Versaillais occupent l'Hôtel-Dieu. Le curieux et non violent directeur Paget-Lucipin est caché par les sœurs Augustines.

#### L'incendie des étages supérieurs du siège de l'AP

Il débute vers 23 h, en face de l'Hôtel-de-Ville incendié depuis 10 h. Il détruira le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> étage, la direction générale, le secrétariat général et les archives récentes en attente de rangement. Le feu, combattu le matin du 25 sous la direction d'Ismard et Lafrabègue avec des pompes à bras insuffisantes, ne sera maîtrisé que le lendemain, par l'arrivée des pompiers venus du Havre avec une pompe américaine à vapeur, aidés d'un corps de 20 pompiers suisses et de dockers.

#### La mort de Camille Treillard

Elle a eu lieu dans la soirée du 24 : arrêté près du Panthéon, il est exécuté sans jugement. Il avait mis à l'abri chez lui les registres et les fonds de l'AP, soit 37 000F. Sa femme les remettra à la nouvelle autorité le lendemain.

#### L'odyssée apocalyptique de l'hôpital des Magasins Réunis

Cette formation provisoire de 600 lits créée par l'AP le 12 janvier, place du Château d'eau, au carrefour des voies vers les 9<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, est située en face de la caserne du Prince Eugène, dont l'explosion est programmée pour le 25 mai, avec un délai de quelques heures accordées au directeur Jahyer pour évacuer l'hôpital. Un exode tragique en cinq colonnes, le chirurgien-chef Campenon en tête, médecins, pharmaciens et personnel escortant le convoi dans la nuit, les incendies et les tirs, jusqu'aux Ambulances improvisées au Cirque d'Hiver et à l'école de la rue Amelot, prises le 26 par les Versaillais, qui débusquent les fédérés dans les lits et font passer le directeur et les médecins en Cour martiale.

#### Retour à la normale à l'AP

Préparé le 27 par Varnier, qui réunit à la mairie du 7<sup>e</sup> les administratifs restés ou rentrés à Paris, il est accompli le lendemain par le retour de Michel Möring, lequel installe son Administration au Magasin Central boulevard de l'Hôpital. Il enjoint aux directeurs de ne livrer à la police ou l'armée aucun fédéré blessé et de faire sortir discrètement les plus valides. C'est l'heure du bilan des dégâts, des rapports demandés à chaque directeur, de la récupération des fonds, des responsabilités, d'une épuration administrative assez modérée. A l'Amphithéâtre du Fer-à-Moulin, on accumule les cadavres, on les expose pour identification et même on les photographie. La Faculté est rouverte le 2 juin, on annonce pour décembre la reprise des concours d'internat et d'externat. Quant aux médecins des hôpitaux et aux internes, leur comportement déontologique a été normal (Dolbeau sera accusé de faute en 1872) ; à l'heure des discours et des décorations on n'en parlera plus.

NOTE. Pour un récit plus détaillé, concernant notamment chaque hôpital dans les combats, on consultera la bibliographie du livre de GUIVARC'H M, *1870-1871, Chirurgie et Médecine pendant la Guerre et la Commune*. Paris : Ed. Louis Pauriente, 2006. Diffusion Ed. Frison-Roche. Prix Sournia d'Histoire de l'Académie de médecine 2007.